

On se suicide plus dans le Luxembourg

C'est en province de Luxembourg que le taux de suicides est le plus élevé. L'ennui et la peur du psy sont deux causes avancées.

• **Martial DUMONT**

Chaque année, en moyenne, 773 personnes mettent fin à leurs jours en Wallonie. Deux par jours.

L'ASBL «Un pass dans l'impasse» (le seul centre de prévention agréé en Wallonie) a compilé les derniers chiffres de l'Institut scientifique de santé publique disponibles en la matière. Ils datent de la période 2006-2010.

Et ils sont interpellants. No-

tamment parce qu'on s'aperçoit que c'est en province... de Luxembourg que le taux de suicide est le plus important : 25,16 pour 100 000 habitants (voir infographie).

Pourquoi là précisément ? Florence Ringlet, responsable thérapeutique de «Un pass dans l'impasse», explique : «Le suicide n'a pas une cause unique. C'est souvent une accumulation. Et pour le Luxembourg, il y a plusieurs hypothèses explicatives. L'étendue de la province en est une. Sans doute les jeunes manquent-ils d'activités. Ils s'ennuient. Cela peut se confirmer quand on voit des études sur la consommation d'alcool et de drogue dans cette province».

Et puis, il y a les mentalités..

Les habitants de la province de Luxembourg seraient plus résistants que d'autres à l'idée de se faire soigner psychologiquement.

«C'est une question de mentalité» poursuit Florence Ringlet. «Beaucoup pensent que le psy, c'est pour les fous. Et même parfois que ce sont les psys les vrais fous. Du coup, ils ont du mal à consulter. Sans doute y a-t-il en Luxembourg une conception qui veut qu'on règle ses problèmes soi-même, pas en

«Nous avons organisé une séance d'information sur le suicide à Saint-Hubert : il n'y a eu personne».

s'adressant à l'extérieur. C'est particulièrement vrai chez les agriculteurs qui, aujourd'hui, connaissent de grandes difficultés économiques, connaissent alors des problèmes de couples

et se retrouvent parfois seuls. En province de Luxembourg,

nous avons du mal à nous adresser aux personnes les plus touchées parce qu'elles sont difficilement accessibles. Récemment, nous avons organisé une séance d'information à Saint-Hubert : il n'y a eu personne».

Autre problème : un seul centre hospitalier dédié aux problèmes psychologiques est présent sur le territoire : celui de Bertrix.

«Et il est trop connoté» poursuit la thérapeute. «Quand vous discutez d'une éventuelle hospitalisation pour sortir les gens de leur contexte, ils vous répondent surtout pas à Bertrix ! La psychiatrie, on s'y refuse. Malheureusement, nous ne disposons pas de services de psychologie médicalisée dans les autres hôpitaux luxembourgeois. Ce qui serait plus facilement accepté par la population» conclut Florence Ringlet. ■

► www.lesuicide.be

Un plan wallon après 2017 ?

Contrairement à la Flandre, la Wallonie ne possède pas encore de «Plan suicide».

«Un pass dans l'impasse» n'est reconnu et agréé que depuis 2013. Et encore : l'ASBL doit fonctionner avec des bouts de ficelles qui ne lui permettent pas de réellement proposer une politique globale de prévention du suicide.

«Notre ASBL est un centre de référence pour professionnels. Nous les guidons, les formons et les conseillons explique Florence Ringlet. Mais seules deux personnes sont affectées ! Nous nous occupons aussi du centre de prévention qui fournit assistance et consultations psychologiques

aux suicidaires, suicidants (qui ont déjà tenté, NDLR) et à leur entourage. Mais nous ne pouvons lancer que des projets ponctuels. Il n'existe aucun décret qui pérennise notre fonctionnement. Chaque année, on doit redemander des moyens. Et dès qu'on n'en a plus, les projets s'arrêtent. Si je compare avec la Flandre, je constate que la philosophie est complètement différente. Non seulement concernant le suicide en tant que tel, mais également sur les conséquences du suicide. Prenez les droits de succession : on paye beaucoup plus cher en Wallonie. Du coup les personnes qui perdent un être cher sont non seulement en détresse psychologique, mais également

en détresse financière...»

Du coup, l'ASBL voudrait que se mette en place une véritable réflexion sur la problématique du suicide en Wallonie.

«Notre agrégation court jusqu'en 2017. Ce que nous voudrions, c'est ensuite pouvoir réaliser un vrai plan suicide.»

Pour cela, il faut objectiver la situation sur le terrain, réaliser des enquêtes. «Nous devons tout reprendre de zéro : revoir les acteurs de terrains et surtout réaliser des études, avec les universités, sur toutes les causes du suicide en Wallonie. Mais bon, pour cela, il faut des budgets colossaux...» ■ **M. Dum.**

Taux de suicides pour 100 000 habitants

